

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7, rue Léo Lagrange
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 16/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



FERLUX

24 avenue d'Aubière
63804 Cournon d'Auvergne

Référence : 20221216-RAP-63-1436-insp_FERLUX
Code AIOT : 0016300262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement FERLUX implanté 24, avenue d'Aubière 63800 Cournon d'Auvergne. L'inspection a été annoncée le 14/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERLUX
- 24, avenue d'Aubière 63800 Cournon d'Auvergne
- Code AIOT : 0016300262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité de l'entreprise consiste à fabriquer des intermédiaires pour l'industrie pharmaceutique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des valeurs limites d'émission dans les eaux superficielles ;
- exploitation des équipements contenant des fluides frigorigènes ;
- moyens de lutte contre l'incendie ;
- consommation d'eau potable ;
- point d'information sur la directive IED et le rapport de réexamen à réaliser en 2023-2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Valeurs limites des émissions dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 4.3.10	APMD n°20210075 du 19/01/21	Lettre de suite préfectorale	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Vignettes de contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 8.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Démantèlement groupe froid magasin	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-88	/	Sans objet
3	Fréquence des contrôles d'étanchéité des groupes froids	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet
6	Volume d'eau potable consommé annuellement	Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 4.2.2	/	Sans objet
7	Dossier de réexamen	Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 10.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis l'arrêté de mise en demeure du 19 janvier 2021 concernant la non-conformité des rejets aqueux, l'exploitant a réalisé une étude technique complète de mise en conformité. Il s'avère que le coût de la solution de traitement nécessaire à une remise en conformité est trop important au regard de la rentabilité de l'activité à l'origine d'une grande part de la pollution. En conséquence, l'exploitant a pris la décision d'arrêter cette activité avant la fin du premier trimestre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites des émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui : inspection du 10/12/20 ayant conduit à l'APMD n°20210075 du 19/01/21
Prescription contrôlée : Cf. article 4.3.10 mentionné ci-avant qui fixe les valeurs limites d'émission et les critères de surveillance pour divers paramètres.
<p>Constats : Le non-respect des valeurs limites d'émission dans l'eau a conduit le préfet du Puy-de-Dôme à mettre en demeure l'exploitant de respecter son arrêté préfectoral sur ce point à l'issue de l'inspection du 10 décembre 2020. Depuis la prise de l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant s'est fait accompagner d'un bureau d'études pour caractériser au mieux ses rejets et mettre au point une solution de traitement permettant un retour à une situation conforme. À ce jour, les travaux de remise en conformité n'ont pas été réalisés et les rejets sont toujours non-conformes.</p> <p>Étant soumis à la réglementation IED, l'IIC a invité l'exploitant à positionner les différentes solutions étudiées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) qui seront applicables à l'établissement à compter de la publication de son BREF principal (WGC).</p> <p>Ces investigations complémentaires ont donné lieu à de nombreux échanges entre l'exploitant et l'IIC et ont contribué à allonger le délai d'études initialement envisagé.</p> <p>Le coût de la solution de traitement préconisée étant important, l'exploitant a finalement décidé d'arrêter l'activité polyphénols, à l'origine d'une grande part de la pollution constatée. En séance, il indique à l'IIC le calendrier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">- fin 2022 : arrêt des commandes ;- fin T1 2023 : arrêt de l'installation ;- avril 2023 : nouvelle analyse des rejets aqueux ; en fonction des résultats - si l'arrêt de l'arrêt de cette activité ne suffit pas à retrouver une situation conforme - des travaux pourraient être à prévoir pour respecter les NEA-MTD. <p>Ce plan d'actions est jugé satisfaisant par l'IIC qui rappelle néanmoins à l'exploitant qu'il lui revient de positionner l'arrêt de l'activité polyphénol par rapport à l'ensemble des MTD applicables et pas uniquement par rapport à la MTD 12 du BREF CWW qui fixe les valeurs limites d'émission. Ce complément d'étude est attendu au mois de janvier 2023.</p>
<p>Observations : Suite à l'analyse des rejets aqueux qui sera effectuée après l'arrêt de l'activité polyphénols et dans tous les cas – conformité du rejet aux NEA-MTD ou non-conformité et travaux – l'exploitant sera amené à demander une adaptation de son arrêté préfectoral (augmentation des VLE conformément à l'article 34 de l'AM du 02/02/98).</p> <p>Dans sa demande d'adaptation, l'exploitant devra se positionner sur les VLE permettant de respecter la réglementation IED à faire figurer dans l'arrêté préfectoral et sur les modalités de mesure des différents paramètres (période de prélèvement notamment). Cette réflexion devra également concerner le programme d'auto-surveillance à mettre en place.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Démantèlement groupe froid magasin

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-88
Thème(s) : Produits chimiques, fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors de la charge, de la mise en service, de l'entretien ou du contrôle d'étanchéité d'un équipement, s'il est nécessaire de retirer tout ou partie du fluide frigorigène qu'il contient, l'intégralité du fluide ainsi retiré doit être récupérée. Lors du démantèlement d'un équipement, le retrait et la récupération de l'intégralité du fluide frigorigène sont obligatoires.
Constats : Lors de l'inspection 2021 de l'établissement, l'exploitant avait brièvement mentionné un projet de remplacement de groupes froids. Interrogé en séance par l'IIC à ce sujet, il précise que le groupe froid « climatisation magasin » (2 circuits de 5 kg de R22) et été arrêté du fait d'une panne et fera l'objet d'un remplacement avant l'été 2023 (le fluide frigorigène est toujours présent dans l'équipement d'après l'exploitant). L'IIC rappelle à l'exploitant l'obligation de récupération du fluide et demande que la fiche d'intervention correspondante lui soit transmise une fois l'opération effectuée.
Observations : L'IIC rappelle que l'exploitant doit conserver un exemplaire de la fiche d'intervention pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche, en application de l'article R. 543-82 du Code de l'environnement (les fiches d'intervention des groupes démantelés ne doivent pas être détruites).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Fréquence des contrôles d'étanchéité des groupes froids

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cf. tableau des périodes maximales entre deux contrôles de l'article 4 visé ci-avant.
Constats : Les équipements « climatisation labo » et « groupe froid monomère LENNOX » font l'objet d'un contrôle documentaire concernant le respect des fréquences des contrôles d'étanchéité lors des années 2019 à 2021. Les documents présentés par l'exploitant témoignent du respect des fréquences des contrôles d'étanchéité périodiques pour ces deux équipements (respectivement fréquence annuelle pour le groupe « climatisation labo » et semestrielle pour le groupe « monomère LENNOX »).
Observations : L'IIC note une incohérence entre les fiches d'intervention concernant le groupe froid « climatisation labo » et la fiche de synthèse des équipements de l'exploitant en ce qui concerne la charge de fluide frigorigène (respectivement 9 kg et 2x9 kg). Il conviendra de vérifier ce point lors du prochain contrôle. À noter également une coquille lors du contrôle 2020 de cet équipement lors duquel l'opérateur a coché la case HFC au lieu de la case HCFC (sans impact sur la fréquence du contrôle d'étanchéité mentionnée, qui reste exacte).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vignettes de contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
Constats : Les équipements « climatisation magasin », « climatisation labo » et « groupe froid monomère LENNOX » présentent tous un macaron bleu tel que prévu par la réglementation en absence de fuite. Néanmoins, l'IIC relève les non-conformités mineures suivantes : - pour les équipements suivis par la société TRANE, cette dernière a indiqué la date du contrôle sur le macaron au lieu de la date de validité de celui-ci ; - pour les 3 équipements vus sur site, la marque de contrôle est apposée sur la précédente au lieu de se substituer à celle-ci. Il conviendra de corriger ces points lors des prochains contrôles d'étanchéité (sur l'ensemble des équipements concernés de l'exploitant).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, poteaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• [...]• [...]• d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteau incendie) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours. [...]

<p>Constats : L'exploitant présente un rapport de contrôle des débits du poteau incendie interne du site, en date du 29 avril 2009.</p> <p>L'IIC demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser un nouveau test de ce poteau – pression, débit – et programmer ensuite un contrôle à fréquence régulière (a priori tous les deux ans, à faire confirmer par le service public de défense extérieure contre l'incendie, Clermont Auvergne Métropole a priori) ; - demander au service public de DECI les résultats des essais des poteaux extérieurs proches du site et apporter à l'IIC les éléments montrant que ces poteaux permettent de respecter la prescription mentionnée ci-avant (NB : dans le dossier de demande d'autorisation, 3 poteaux sont considérés : rue de l'industrie, rue Dieudonné Costes et avenue d'Aubières/rue Pérignat).
<p>Observations : L'IIC invite l'exploitant à prendre l'attache du service de la DECI pour connaître les actions de maintenance (préventive, corrective) usuelles destinées à préserver les capacités opérationnelles d'un poteau incendie et à les mettre en place sur poteau interne au site, en plus des essais périodiques le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Volume d'eau potable consommé annuellement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau potable</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter ses consommations en eau. Notamment, la réfrigération en circuit ouvert est interdite. La consommation annuelle en eau potable est inférieure à 15.000 m3.</p>
<p>Constats : La consommation d'eau potable est inférieure à 15 000 m³ d'après les relevés effectués par l'exploitant (respectivement 9 207 m³, 11 214 m³ et 13 280 m³ en 2019, 2020 et 2021).</p>
<p>Observations : L'IIC invite l'exploitant à vérifier que la tendance à la hausse de la consommation d'eau potable ces 3 dernières années est bien comprise et expliquée (variation d'activité par exemple) et à maintenir sa vigilance quant au volume limite de consommation fixé dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'IIC rappelle que les relevés des consommations d'eau doivent être effectués à fréquence hebdomadaire, en application de l'article 10.2.2 de l'arrêté préfectoral susmentionné (un intérim de cette tâche doit notamment être organisé en période de congés d'été, si l'activité n'est pas arrêtée à cette période).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 10.4.2
Thème(s) : Situation administrative, application de la directive 2010/75/UE dite IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.</p>
<p>Constats : La publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF WGC : « systèmes communs de traitement des gaz dans l'industrie chimique » est prévue en début d'année 2023. L'exploitant devra fournir le rapport de réexamen périodique dans les 12 mois qui suivront cette publication.</p> <p>Dans ce rapport, l'exploitant devra se positionner sur l'application des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à l'établissement et sur le respect des niveaux d'émission associés à ces MTD, le cas échéant (NEA-MTD). Ce travail devra concerner le BREF principal susmentionné (WGC), mais également les BREF secondaires ainsi que les BREF transversaux qui seraient applicables à l'établissement (par exemple : BREF secondaire CWW relatif aux rejets aqueux).</p> <p>Divers documents sont d'ores et déjà disponibles et peuvent permettre d'anticiper au mieux cette demande.</p> <p>Guides (https://aida.ineris.fr/guides/ied) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - guide de mise en œuvre de la directive IED (mis à jour en janvier 2020), explique les grands principes adoptés pour l'implémentation de la directive ; - guide pour la simplification du dossier de réexamen (décembre 2020), précise les attentes concernant le contenu du dossier. <p>Documents BREF / conclusions sur les MTD :</p> <ul style="list-style-type: none"> - WGC Final draft 03.2022, sur le site Internet du Bureau Européen IPPC (https://eippcb.jrc.ec.europa.eu/reference/) ; - Conclusions sur les MTD du BREF CWW, sur Aida (https://aida.ineris.fr/guides/documents-bref/documents-bref-conclusions-mtd)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet